

De la démesure aux limites

Les campagnes électorales, bien souvent, sont rythmées par les promesses. Aux Etats-Unis, en 1960, John Fitzgerald Kennedy avait annoncé une « nouvelle frontière ». L'année suivante, il avait même promis la Lune à ses concitoyens.

Une civilisation de la démesure et du court terme

L'économie des années 2000 était basée sur une triple dette : dette privée, qui a éclaté lors de la crise des subprimes, dette publique, creusée par les baisses d'impôts, dette écologique, creusée depuis bien plus longtemps mais qui pour la première fois vient brider directement la croissance.

Une crise de la finance que l'on peut réguler

Libéralisation et « innovations » financières ont abouti à un secteur financier dérégulé, perverti par le développement des paradis fiscaux. Titrisation et prises de risque à outrance aboutissent à une diffusion opaque du risque à l'ensemble du système financier, aboutissant à une panique généralisée en cas d'effondrement boursier.

Une crise des inégalités

Les crédits subprimes ont été une condition du maintien de la croissance de la consommation américaine à crédit, fondée sur une hausse continue de la valeur du patrimoine des ménages. Ils ont symbolisé le compromis néolibéral qui s'était substitué au compromis fordien des trente glorieuses : l'acceptation d'une compression de la part des salaires dans la valeur ajoutée produite contre un accès facilité à la propriété et à la consommation.

Une crise écologique, liée aux prix du pétrole, qui reviendra sans cesse

Décroissance du taux de croissance en France : 4,8% dans les années 1960, 3,5% dans les années 1970, 1,8% dans les années 1980, 1,5% dans les années 1990 et 0,8% dans les années 2000. La crise financière est le révélateur de cette crise de régime d'accumulation.

Crise libérale-productiviste à deux facettes : les inégalités qui créent les subprimes d'un côté, la hausse des prix alimentaires et du pétrole de l'autre. Avant de connaître une crise financière, l'année 2007 s'est ouverte avec une crise alimentaire, une crise pétrolière et une crise du logement. Les ménages américains ont été percutés par ces trois factures de plein fouet et, ne pouvant honorer leurs traites, ont provoqué la crise immobilière et financière.

C'est pourquoi la réponse du New Deal d'aujourd'hui ne peut pas se limiter au New Deal social de Roosevelt (hausse des salaires, grands travaux, plan Marshall), même si cet aspect social du New Deal d'aujourd'hui est fondamental (consommation intérieure chinoise et amélioration des conditions sociales des travailleurs des pays émergents, grands travaux écologiques, aide publique au développement en direction des pays du Sud pour anticiper le dérèglement climatique). Une relance classique de type keynésienne ou fordiste, en offrant une voiture à chaque salarié, serait inefficace car elle se heurterait aux limites physiques de la planète.

L'écologie de la limite

Aujourd'hui, les écologistes portent un autre discours. Je ne promettrai pas la Lune. L'écologie, c'est comprendre qu'il existe des limites physiques à l'expansion de notre monde. Il n'y aura pas de pétrole indéfiniment. Il n'y aura plus d'uranium dans quelques décennies. Notre atmosphère ne peut supporter plus de 450 ppm (parties par millions) de concentration de CO2 sans s'échauffer dans des proportions insoutenables. Les terres cultivables ne s'étendent pas à l'infini. Les espèces disparues ne reviendront jamais.

Du peak oil au peak all : cuivre, argent, charbon, gaz, zinc, terres rares

L'écologie, c'est prendre en compte la finitude du monde, et en tirer les conséquences. La Terre est précieuse, la nature est généreuse : elle reconstitue les stocks de poissons si l'on n'en abuse pas, elle rend les terres fertiles si on les respecte, elle offre énergie, chaleur et lumière si l'on sait les économiser.

L'écologie, c'est l'apprentissage de la limite. C'est la modestie des êtres humains.

Il faut remettre des limites, des limites que nous aurons choisies collectivement, équitablement. Elles sont la condition pour permettre à chacun de choisir sa vie et d'accomplir ses projets sans hypothéquer les chances des autres habitants de notre petite, fragile et belle planète, ni celles de nos enfants et de nos petits-enfants.

- Des limites à l'expansion infinie de la production matérielle. Voilà pour nous tous face à la planète.
- Des limites à l'accaparement des richesses par quelques uns. Voilà pour quelques uns face à la majorité.
- Des limites à l'exercice du pouvoir. Voilà pour le gouvernement et la majorité, face à la tentation de l'abus de pouvoir.

1) La modestie des êtres humains

Les premières limites que nous pose notre planète, ce sont des limites à la croissance. Depuis la Révolution industrielle, une poignée de pays dans le monde ont vu leur production multipliée par 100 en quelques décennies. A partir de l'après-guerre, le rythme de croissance s'est encore accéléré. Mais cette hausse totalement inédite s'est faite à crédit. Elle s'est basée sur le charbon et le pétrole, deux matières premières que la planète a mis des millions et des millions d'années à accumuler en sous-sol, et que nous gaspillons en quelques générations. Mais cette croissance s'est surtout faite à crédit des autres peuples. Ceux-ci voudraient nous imiter aujourd'hui, certains, peu nombreux y sont parvenus, en Corée, en Australie, en Argentine. Mais quand de plus grandes masses s'y essaient, comme les Chinois, la terre s'emballe, le prix des matières premières s'envole, chez eux comme chez nous, les terres se font rares et les dégradations de notre environnement à tous s'amplifient, à commencer par l'effet de serre et le dérèglement climatique.

« Puisse Dieu empêcher l'Inde de s'industrialiser jamais à la manière de l'Occident. Si toute une nation de cette taille se mettait à exercer une exploitation économique du même type, elle dévasterait le monde comme un nuage de sauterelles. »

Car le drame n'est pas que nous n'ayons plus de charbon ni de pétrole. Le drame, c'est que nous en avons encore à foison ! De quoi détruire les négociations climatiques et les sites d'exploitation. Et ce n'est pas fini, comme le constatent les Indiens du Canada, qui subissent l'exploitation des sables bitumineux, ou comme risquent de le voir également les habitants du Sud de la France ou de Seine-et-Marne si on n'interdit pas les gaz et pétrole de schiste. La crise climat-énergie, qui affecte les sources d'énergie et les puits. On n'a plus assez de fossiles pour continuer éternellement comme avant, mais on en a toujours trop pour se permettre de les brûler jusqu'à la dernière goutte.

Or, notre gouvernement n'est pas très clair sur le gaz de schiste. Cf déclarations de Montebourg, éditos du Monde. Le débat ne doit pas porter simplement sur le refus de la fracturation hydraulique. Le forage en Guyane n'a pas recours à cette technique, mais il est tout de même risqué et très négatif pour l'effet de serre.

Il y a urgence. Sur le dérèglement climatique mondial, l'humanité sort des rails. Les +2°C seront dépassés. Si les pays respectent leurs promesses de Cancun (ce qui est loin d'être sûr), la hausse serait de 4 à 5 °C. Prochain accord prévu pour 2015 pour application seulement en 2020. Seule l'UE reste dans Kyoto. Donner un signal-prix aux énergies pour inciter à la transition et la financer.

Pour éviter les émissions de gaz à effet de serre, faut-il se tourner vers le nucléaire ? Ce n'est pas à la hauteur des besoins, et surtout c'est dangereux. La modestie des hommes, c'est aussi sortir du nucléaire. Il n'existe pas de risque zéro, chacun le sait et l'admet. Avec deux accidents très graves en 40 ans, l'énergie nucléaire prouve qu'elle est même très risquée. Mais avec des conséquences incalculables, contrairement aux autres énergies. La modestie, c'est admettre que nous ne savons rien des conditions de protection des déchets nucléaires dans 100 ans. Ces 100 dernières années, notre pays a connu deux guerres totales, trois ou quatre guerres coloniales, trois républiques et une occupation par un criminel de guerre psychopathe. Et encore notre pays fait plutôt partie des plus calmes.

Autre domaine où les limites sont indispensables : les villes. Des villes sans limites, c'est la mort des villes. C'est la fin de la proximité entre les endroits où on fait ses courses, ceux où l'on s'amuse, où l'on se cultive, où l'on sort le soir, où l'on travaille et où l'on habite. Ce sont des heures de voiture matin et soir. Ou, pour ceux qui ont des transports en commun accessibles, ce sont des heures de train ou de RER. Et rassurez-vous, des heures de RER ou de TGV, ce n'est pas la société que nous voulons !

La mort des villes ne concerne pas que les citadins. Parce que cela veut dire aussi la mort des campagnes, la fin du silence, l'abandon des paysages qu'ont connus nos parents. 800 km² sont artificialisés chaque année, transformés en lotissements, en zones d'activités ou en infrastructures. Et ce rythme s'accélère. Chaque décennie, l'équivalent d'un département français est artificialisé, c'est-à-dire noyé sous le béton. Pour une île de Groix, précieusement protégée par la loi Littoral et la vigilance de ses habitants, combien de côtes défigurées par les stations balnéaires, combien d'arrière-pays mités par les constructions anarchiques ? L'étalement urbain anarchique prive les agriculteurs des meilleures terres cultivables et renchérit même celles qui restent agricoles, par l'anticipatio de la spéculation foncière.

Depuis 1960, le PIB a été quintuplé en France. Cinquante ans plus tard, nous avons donc perdu l'équivalent de cinq départements dont la nature n'est plus qu'un souvenir. 2% de croissance, c'est 6 fois plus de PIB en 2100. Si nous ne faisons rien, voilà ce que nous aurons

à léguer à nos petits enfants pour leur faire aimer leur pays : de beaux souvenirs, la nostalgie des plages d'avant les algues vertes, la nostalgie des gorges de l'Ardèche avant les forages de gaz de schiste, et, pourquoi pas, la nostalgie de la vallée du Rhône ou du cap de la Hague d'avant l'accident nucléaire.

Les paysages, ce sont les visages d'un pays. Et les visages de la France, dès aujourd'hui, sont défigurés par quantités de panneaux d'affichage, de bâches publicitaires même parfois, qui ont dévasté nos entrées de ville. C'est tout cela qu'il faut repenser.

Réinventer des villes demandera de l'inventivité, de la concertation, et de la modestie. Les défis sont immenses, ici comme ailleurs. En Thaïlande, par exemple, la ville de Bangkok s'enfonce inexorablement, de 2 à 5 cm par an¹. Les causes sont humaines, uniquement humaines. Les constructions à tout va ont transformé cette cité du XVIII^e siècle bâtie sur des terrains boueux en mégapole de 10 millions d'habitants, le pompage intensif des nappes phréatiques et le poids des gratte-ciel travaillent les sols argileux. La folie des hauteurs et des grandeurs condamne cette ville, d'ici quelques années, à vivre les pieds dans l'eau. Bangkok est aussi victime de notre irresponsabilité collective, avec la montée du niveau de la mer. Des scientifiques prédisent que la capitale thaïlandaise sera entièrement impraticable en 2100 ! Quand l'organisation des êtres humains perd le sens des responsabilités, perd de vue sa fragilité et dépassent la taille humaine, l'environnement se rappelle à nous... Si nous ne faisons rien, la ville de demain ressemblera à un grand marécage, et celle d'après-demain à l'Atlantide !

L'environnement se rappelle à nous aussi d'une autre manière en France : l'été dernier, la sécheresse a affaîssi nos maisons. C'est un exemple parmi d'autres, passé inaperçu. Cet aléa climatique qui va devenir de plus en plus commun représente aujourd'hui la plus grande catastrophe naturelle pour notre habitat. Pourtant, il est simple de s'y adapter, lors des constructions de nouveaux bâtiments, en approfondissant les fondations par exemple, presque sans aucun surcoût. Encore faut-il admettre que, sur ce sujet comme sur d'autres, faute d'avoir su anticiper, nous allons devoir nous adapter, tout en luttant contre le dérèglement climatique d'après-demain.

Réinventer les villes suppose donc d'en limiter l'ampleur. Notre pays dispose d'une ville-région, l'Île-de-France, qui ne cesse de prendre du poids. 10 millions d'habitants, une agglomération qui s'éparpille en milliers de communes qui empiètent sur les terres agricoles, des transports en commun qui saturent : c'est trop. La France paie aujourd'hui son hypercentralisme. Ma France sera fédérale, elle portera l'idéal des Girondins et tournera le dos au jacobinisme. Chez nos voisins allemands, la capitale n'écrase pas le reste du pays. Quand on est journaliste, responsable politique ou businessman, il ne faut pas absolument habiter à Berlin. La France a besoin d'une capitale moins imposante et d'agglomérations plus fortes dans des régions plus autonomes. Ce rééquilibrage passe pas une révolution politique. Il faut décentraliser et déconcentrer encore davantage. Les régions doivent bénéficier de davantage de pouvoirs, être plus grandes, remplacer les départements. Les agglomérations doivent devenir les pilotes des métropoles, afin de refaire une ville unifiée. Les plans d'urbanisme et les permis de construire ne peuvent plus être entre les mains de 36 000 maires.

1

¹ *Le Monde*, « Bangkok s'enfonce inexorablement dans la mer », 19 juillet 2011.

La ville verte se dessine au niveau de l'urbanisme. Mais aussi immeuble par immeuble, maison par maison. Le grand plan de rénovation thermique, à ce sujet, n'est pas à la hauteur. 600 000. Facteur 4, -38%. Au plus simple ou ne pas tuer le gisement. Prendre en compte l'effet rebond (il faudra rénover encore plus, pour permettre un effet rebond-confort, et atteindre la sobriété, pour éviter l'effet rebond-gaspillage).

Risque de dépassements de seuil (Nature) et de réactions en chaîne imprévisibles (méthane dans la banquise). On ne s'en apercevra qu'après. On dit que les écologistes sont conservateurs, c'est un peu vrai. Car ce qui a déjà existé a souvent fait ses preuves. Et dans des domaines comme le climat ou la biodiversité, il n'y a pas de retour en arrière possible. On ne reconstitue pas un écosystème.

Viendra un jour où nous n'aurons plus une goutte de pétrole. Si nous anticipons cette perspective inévitable, nous saurons nous en passer et l'atmosphère comme nos pauvres poumons ne s'en porteront que mieux, car nous aurons entretemps développé les transports en commun, rapproché les lieux de travail des domiciles ou encore développé l'isolation des maisons.

Mais si un jour ce n'est pas le pétrole qui vient à manquer, mais la fertilité des sols, ou l'abondance des stocks de poissons, que ferons-nous ? Si nos agriculteurs petit à petit n'ont plus de terres, car elles auront été absorbées dans des agglomérations sans âme ni frontière, et car les seules terres qui leur resteront seront gorgées de pesticides, épuisées par une agriculture productiviste, que feront-ils ? Que mangerons-nous ? Si un jour il n'y a plus de thons rouges, mais aussi plus de thons du tout, plus de cabillaud, plus de saumons, plus de crevettes ? Il sera trop tard, on ne reconstitue pas l'atmosphère, on ne reconstitue pas les hydrocarbures. Notre terre est généreuse, mais elle est fragile.

Si nous voulons la préserver, c'est maintenant qu'il faut commencer. Dis, au moins le sais-tu, que tout le temps qui passe ne se rattrape guère, que tout le temps perdu ne se rattrape plus chantait Barbara. Parce que la France perd du temps, nous avons besoin d'une classe politique consciente du temps qui passe, qui prendra les décisions courageuses que notre époque impose, car il est encore temps.

2) Des limites à l'accumulation

Il faudra brider notre appétit insatiable car il ne se limite jamais seul. Les besoins humains n'ont pas de limites naturelles, tant ils sont emportés par l'envie, par la soif de l'imitation de ceux qui ont plus, toujours plus. De plus, l'économie fonctionne plutôt en fonction de ce que Ghalbraith appelait « la filière inversée » : les industriels ne répondent pas à nos besoins, ils les créent, les suscitent, les excitent pour mieux y répondre. Tant que nous n'aurons pas dit stop nous-mêmes, il se trouvera toujours des multinationales irresponsables pour pomper les derniers litres d'hydrocarbures et quelques milliardaires pour les acheter à prix d'or pour remplir le réservoir des derniers jets privés.

La première limite à instaurer à la course à l'abîme, c'est donc le revenu maximum. Ce revenu maximum est la pierre angulaire de la politique que nous mènerons. Le revenu maximum est la limite la plus simple à ériger contre le gaspillage, car elle ne touchera que quelques milliers de très riches, qui devront se priver de leur dixième maison de campagne ou de leur dixième île paradisiaque au bout du mode, telle que celle que s'était payée, sans même le savoir apparemment, cette pauvre Liliane Bettencourt. Cette limite est la plus simple, mais

c'est la plus importante et surtout la première. Elle est la preuve de notre engagement à combattre les catastrophes écologiques sans faire payer les pauvres et les classes moyennes. Nous ne sommes pas contre les riches, nous sommes contre ce qui les enrichit, nous sommes contre un système inégalitaire et un mode de consommation ostentatoire et destructeur. Les riches détruisent la planète.

Cette limite à l'accumulation des richesses est aussi notre principal atout face aux crises des dettes publiques. Le gouvernement français précédent prétendait avoir mis à contribution les plus riches, mais c'est largement faux. La taxation des très riches n'est que provisoire, pour deux ans, et limitée à 3% du revenu au-delà de 500 000 euros par personne. En réalité, l'austérité pèsera sur les classes populaires et les classes moyennes, avec des taxes sur la consommation et sur les mutuelles de santé. Elle pèse déjà depuis plusieurs années à travers la politique scandaleuse de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux.

Les premières mesures du nouveau gouvernement vont dans le bon sens mais sont insuffisantes. De plus, toute politique fiscale ambitieuse doit s'accompagner d'une harmonisation fiscale européenne, d'une lutte internationale contre les paradis fiscaux, nos banques qui y implantent leurs filiales.

La politique d'austérité est une erreur et une injustice. Certes, il faut revenir à un niveau de déficit budgétaire plus raisonnable, car on ne peut pas vivre éternellement avec une dette publique en augmentation. Mais ramener le déficit à 3% dès 2013, comme le disent le gouvernement et le parti socialiste, risque de nous replonger dans la récession et d'aggraver l'emploi. Même le FMI de Christine Lagarde le dit : si tout le monde diminue ses dépenses publiques en même temps, nous ne sortirons pas du marasme économique.

L'erreur du traité européen « TSCG » : un parlement européen marginalisé, une interdiction du déficit de fonctionnement et d'investissement, contrairement aux collectivités locales. Règle d'or absurde en l'absence d'un Etat européen fédéral fort capable de s'endetter à la place des Etats nations.

Nous avons besoin de nous endetter, pour orienter l'activité économique. Pas pour stimuler la croissance à tout prix, mais pour engager des dépenses d'avenir, que seul l'Etat a intérêt à engager. L'Europe pourrait s'endetter à la place des Etats, pour des dépenses d'avenir, grâce à un effet d'échelle et pour éviter les passagers clandestins. Mais ce n'est pas le cas, son budget est ridicule.

De plus, nous avons besoin de marges de manœuvre. Nous avons besoin de services publics dignes de ce nom, d'une justice qui ne mette pas des années à juger des crimes, des classes où nos enfants puissent apprendre dans de bonnes conditions. Parmi les pays de l'OCDE, notre pays est celui qui offre le taux d'encadrement des élèves le plus faible, avec 5 enseignants pour 100 élèves ! Sur 31 pays, nous sommes le 51^e en ce qui concerne la rémunération des professeurs en primaire. Au pays de Victor Hugo et de Célestin Freinet ! Honte à ceux qui ont fermé des classes, qui ont supprimé encore 16 000 postes d'enseignants en 2011. Honte à vous qui sacrifiez l'éducation de nos enfants.

Ces marges de manœuvre, nous en avons aussi besoin pour amorcer le financement de nos investissements verts, qui sont la prospérité de demain, qui sont les emplois de demain. Cette écologie n'est pas du luxe à abandonner en cas de crise, au contraire. Nous avons besoin d'argent pour payer les économies de demain, en particulier les économies d'énergie. Ce ne

sont pas des dépenses inutiles, ce ne sont pas des subventions de confort, ce n'est pas du luxe. Le confort c'est de ne rien faire. Le luxe, c'est d'inciter les riches à s'enrichir encore et de laisser nos sociétés vivre à crédit sur la nature. Ce gouvernement laissera des dettes terribles. La dette publique qui a été creusée comme jamais en raison de la crise mais surtout en raison des cadeaux fiscaux. La dette privée : en une génération, les Français ont vu leur taux d'endettement personnel tripler, de 23 % en 1978 à 75% en 2009. En grande partie parce qu'on a poussé les prix de l'immobilier à la hausse et incité les Français à s'endetter pour se loger. La dette sociale, ensuite, avec des fractures ouvertes comme jamais entre les millions de personnes au chômage, en sous-emploi, sans logement, reléguées, humiliées, pendant que quelques milliers vivent dans le monde l'argent facile. La dette nucléaire enfin, avec des déchets et des risques qui s'accumulent encore pour des milliers et des milliers d'années. Qui s'inquiète de cette dette-ci ? Qui se soucie de la dette écologique que nous, les pays riches, avons contractée envers les pays pauvres, dont nous avons pillé les ressources pendant tant de décennies ?

Alors oui, pris globalement la France vit au-dessus de ses moyens. Mais quand j'entends Maurice Lévy, le PDG de Publicis qui a accepté de payer un petit peu plus d'impôt, de manière provisoire, et qui se permet de demander des sacrifices à tout le monde en s'attaquant à l'Etat-providence, quand je l'entends dire que « Pendant toutes ces décennies, nous avons vécu au-dessus de nos moyens », je trouve cela scandaleux. Cet homme, qui a la chance de gagner 3 millions d'euros par an, ne manque pas de culot. L'infirmière au SMIC, le tourneur-fraiseur qui s'abîme le dos, le manutentionnaire du nucléaire qui ingurgite un peu de radioactivité chaque jour, la caissière à temps partiel, eux ne vivent pas au-dessus de leurs moyens. Eux travaillent dur, trop dur souvent, et ne sont pas payés en retour. Ceux qui vivent au-dessus de la limite, ce sont les très riches, les Bolloré, les Bouygues, les Lagardère, les François-Marie Banier, les Bettencourt. Leur train de vie nous mène droit dans le mur. Leur train de vie est une insulte pour tous ceux qui souffrent. Ce n'est pas d'une cure d'austérité dont la France a besoin, c'est d'une petite dose de justice.

Il faut remettre des limites. Limiter les hauts revenus, pas seulement des quelques personnes emblématiques dont je viens de parler, mais aussi tous ceux qui vivent très très bien, les 10 % de la société les plus aisés, qui doivent rendre une part plus importante à la société, car la société leur a beaucoup donné. Le partage, c'est aussi le partage du travail. Il est absurde, il est indécent, que l'on force des salariés à faire des heures sup à n'en plus finir, pendant que d'autres aimeraient travailler. Certains n'ont plus le temps de voir leur famille, pendant que d'autres, au chômage, sont assignés à domicile, du matin au soir, alors qu'ils voudraient se rendre utiles. On marche sur la tête. Il est incroyable que tant de jeunes motivés, enthousiastes, qualifiés, n'aient pas de travail au moment où on force des sexagénaires usés par une vie de labeur à rester à leur poste au lieu de leur donner le choix de prendre une retraite bien méritée.

Mettre des limites par le haut, avec le revenu maximal, n'a de sens que si on instaure aussi une limite par le bas, avec un revenu d'existence garanti pour chacun. Aujourd'hui, en pleine crise de l'emploi, le niveau du RSA est incroyablement bas : 466,99 euros. On ne vit pas avec 466,99 euros. Chaque citoyen doit jouir d'un revenu garanti décent, c'est-à-dire au-dessus du seuil de pauvreté de 954 euros par mois, alors que 8 millions de nos compatriotes vivent en-dessous aujourd'hui. C'est simple, c'est tout à fait abordable, c'est solidaire, et c'est une garantie contre la pauvreté. La France est un pays riche, un des plus riches de la planète, qui a les moyens de sortir ses habitants de l'extrême-pauvreté.

Il faut taxer nos riches. Mais nous sommes les riches du monde. Les terres sont rares, elles doivent servir à nourrir les affamés, dont le nombre augmente à nouveau. Accaparement de terres. Agrocarburants. Investir dans l'agriculture. Ethanol scandaleux avec le maïs américain. Attention à la diversité de nos agricultures, qui diminue. Problème des quatre usages de la terre en concurrence potentielle : les « 4F » : Food, Feed, Fuel, Forest.

Refuser le gaspillage des riches, mais le nôtre aussi, activé par le désir mimétique de la consommation ostentatoire des classes supérieures, comme disait le sociologue Veblen. Quelques pistes pour produire un peu plus sobre : économie circulaire, économie de la fonctionnalité, écoconception (modèle genevois, mise en réseau des entreprises locales pour mettre en place des circuits courts), garantie 10 ans contre l'obsolescence programmée, réglementation de la publicité, notamment lumineuse, et de la publicité en son principe même (600 milliards par an, alors que les associations de consommateurs nous informeraient bien mieux). S'attaquer aux crédits à la consommation, à la course à la nouveauté marginale.

Retrouver le temps perdu, le temps vaincu de l'entreprise (juste à temps, zéro stock, annualisation, flexibilité, stress, fausse autonomie des cadres ; travail le dimanche, connexion permanente), retrouver du temps commun, partager le travail.

3) Des limites au pouvoir

La démocratie, comme l'écologie, suppose des limites. C'est la limitation des pouvoirs, qui ne doivent pas être concentrés dans une seule institution, ou dans les mains d'un seul homme ou d'un seul parti. C'est la limitation de l'intrusion de l'Etat dans nos vies, dans nos libertés individuelles. Le pouvoir doit arrêter le pouvoir, même quand c'est la gauche qui a tous les pouvoirs. Le coup d'Etat permanent poursuivi par Mitterrand.

Nous avons besoin d'une présidence respectueuse. Une présidence qui respecte son Premier ministre car lui seul est responsable devant le Parlement. Une présidence qui ne choisit pas les dirigeants de France télévision ou de Radio France. Une présidente qui ne favorise pas sa famille ou ses amis au mépris des règles et de l'égalité.

L'Etat n'a pas à s'immiscer dans nos couples, dans nos familles. Il n'a pas à juger que des hétérosexuels ont le droit de se marier mais pas des homosexuels. Que des hétérosexuels ont le droit d'adopter mais pas des homosexuels. L'Etat doit respecter la liberté de choix, il n'a pas à porter des jugements sur nos croyances, sur nos religions, sur nos cultes. L'Etat n'a pas à vérifier les fadettes des sources des journalistes. Il n'a pas à dicter aux magistrats la conduite de leurs enquêtes. Notre président de la République n'a pas à être juge, à accorder des grâces ou s'immiscer dans les dossiers des justiciables, mais doit se porter garant de l'équilibre des pouvoirs et de l'indépendance de la Justice. Depuis plusieurs décennies, ce sont les Gardes des Sceaux successifs qui se prennent pour des juges. Il faut abolir cette courroie de transmission d'un autre âge entre le gouvernement et le Parquet. C'est une ex-juge qui abolira la tentation permanente du pouvoir de s'ériger en juge à la place des juges, et qui mettra fin au règne des magistrats courtisans, ces Jean-Louis Bruguière, Philippe Courroye et autre Jean-Claude Marin, grands professionnels transformés en exécuteurs zélés de la Sarkozie.

Il faut que le pouvoir arrête le pouvoir. Face au piège de l'élection – incarnation de l'intérêt général sans discussion, il faut rééquilibrer le système. Le pouvoir revient au peuple via ses représentants ou directement. Mais ses représentants peuvent être élus ou tirés au sort (Sénat tiré au sort, plutôt que de scientifiques ou d'ONG à la Dominique Bourg).

Alors que les candidats à la présidentielle promettent en général une France forte et surpuissante mieux vaudrait mettre en valeur une France consciente de ses limites. Pour une nation comme la nôtre, qui s'est montrée coupable de coloniser des dizaines de peuples pendant plus d'un siècle, l'affirmation des limites nécessaires de notre puissance à travers le monde est un ultime gage de la décolonisation. Notre armée n'a pas à stationner *ad vitam eternam* dans nos anciennes colonies. Elle doit quitter le Gabon, la Côte-d'Ivoire et Djibouti. Notre pays doit regarder la vérité historique en face pour se réconcilier avec les peuples anciennement colonisés. Elle doit tourner le dos à l'arrogance du pouvoir actuel. Le discours de Dakar constituera à cet égard aux yeux des historiens le dernier discours officiel ouvertement raciste. Dans trente ans, on en parlera avec effroi comme on parle aujourd'hui des zoos humains de ou de l'exposition coloniale de 1931. Ce discours, comme la loi du 23 février 2005, qui a honteusement officialisé les « aspects positifs de la colonisation », a causé du tort, en Afrique et en Asie, a insulté la vérité et les anciens peuples colonisés autant qu'il a fait du tort à tous nos compatriotes. Ce qu'il reste de la Françafrique, aujourd'hui, fait du tort aux Africains qui subissent la tyrannie de quelques despotes prétendument « amis de la France » (Ismaël Guelleh, Denis Sassou Nguesso, Paul Biya, Ali Bongo) et l'exploitation de quelques compagnies françaises (Bolloré, Bouygues, Areva). Mais cette Françafrique fait aussi du tort à nous, les Français, dont l'image est devenue parfois très négative. Au Cameroun, on conseille aux touristes allemands ou américains de bien préciser, en cas d'interpellation dans la rue, qu'ils ne sont pas Français, pour ne pas subir les moqueries.

Dans cette France ramenée au rang qui est le sien, celui d'une puissance moyenne de 65 millions d'habitants dont l'influence passe désormais par l'Europe, le pouvoir doit être lui-même limité. Les démocrates sourcilleux ont toujours été opposés au régime présidentiel. Dans une démocratie exemplaire, le parlement légifère et désigne le gouvernement qui gouverne. Toute majorité doit être plurielle - et c'est mieux ainsi - et pratiquer le débat public en son sein et avec les citoyens. Il faut en finir avec le temps des députés godillots.

Une démocratie pluraliste, une vraie démocratie solide, nécessite une autonomie forte de ses composantes. Des collectivités locales autonomes, une justice indépendante, des médias libres, la vie privée protégée, la liberté d'entreprendre également, un monde associatif riche, bref toutes ces libertés fondamentales bafouées ces cinq dernières années. « Dans toute société diversifiée, écrit le grand philosophe Michael Walzer, la justice ne produira l'harmonie que si elle produit la séparation. Les bonnes barrières font les bonnes sociétés ».

L'exploration de ces nouvelles limites, l'érection de ces sages et prudentes barrières, est notre nouvelle aventure collective, sans quoi nous n'aurons pas les moyens de prévenir à temps les crises qui nous frappent et les catastrophes qui nous guettent.

Intervention de **Manuel Domergue** Journaliste à Alternatives Economiques
lors du forum du MAN du 20 au 24 août 2012 à Rodez

Thème du forum :

« *Dans un monde en crise, oser le changement. Non-violence et créativité* »